

Projet définitif du 7 juin 2016

**Convention-cadre entre les universités et les lycées privés sous contrat d'association avec l'Etat à classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) de l'académie de Lyon**

Vu le code de l'éducation,

Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1994 modifié relatif à l'admission et au régime des études dans les classes préparatoires aux grandes écoles organisées dans les lycées relevant du Ministre chargé de l'Education ou fonctionnant sous contrat d'association dans des établissements privés ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2011 relatif à la licence ;

Les universités d'une part et les lycées privés sous contrat supports de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) de l'académie de Lyon d'autre part, conviennent de l'élaboration d'une convention pédagogique permettant une meilleure coordination des modalités de poursuites d'études des élèves de classes préparatoires aux grandes écoles, souhaitant accéder aux formations dispensées dans les universités de l'académie de Lyon.

Cette convention vise à établir les éléments communs de partenariat. Dans le cadre de cette présente convention, chaque lycée de l'enseignement privé sous contrat pourra conclure une convention d'application avec une ou plusieurs des quatre universités de l'académie de Lyon. Ces conventions d'application seront portées à la connaissance des élèves à la rentrée 2016-2017 et figureront sur le portail « Admission Post-Bac » de la campagne 2016.

La présente convention est conclue entre

Les universités de l'académie de LYON, représentées par leurs présidents

et

Le réseau national supérieur de l'enseignement catholique (RENASUP), organisme officiel de l'enseignement catholique en charge des CPGE et représentant, de ce fait, les lycées privés sous contrat, supports de classes préparatoires aux grandes écoles de l' l'académie de Lyon ;

Le comité académique de l'enseignement catholique (CAEC) de LYON, siège de la convention, représenté par son Président ;

Madame la rectrice de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, rectrice de l'académie de Lyon, chancelière des universités

## Article 1

Les parties s'accordent à développer la coopération entre elles pour faciliter les réorientations d'élèves de CPGE qui souhaiteraient poursuivre leur formation à l'université, à différentes étapes de leurs cursus en CPGE.

A ce titre, chaque université désigne une ou plusieurs personne(s) référente(s) qui assurera le lien entre la direction des lycées supports de CPGE et les différentes structures, tant pédagogiques qu'administratives, de l'université concernée ceci afin de faciliter, pour le lycéen, la constitution de son dossier de reconnaissance des crédits.

## Article 2 :

Conformément à l'article D612-21 alinéa 1 du code de l'éducation, les classes préparatoires établies dans les lycées dispensent des formations de l'enseignement supérieur qui s'inscrivent dans le cadre de l'architecture européenne des études mentionnées à l'article D123-3 et fondée principalement sur les trois grades de licence, master et doctorat, au sein des études conduisant au grade de licence.

## Article 3 :

Dans chaque lycée, une commission d'admission et d'évaluation donne un avis sur l'admission des étudiants dans les différentes classes et sur leur évaluation. Lorsque cette commission se réunit au titre de l'évaluation, elle comprend, à titre consultatif, un enseignant chercheur.

Sur proposition de la commission, le chef d'établissement délivre aux étudiants des classes préparatoires, à l'issue de chaque année d'études, une attestation descriptive du parcours de formation suivi par l'étudiant.

Etablie sur la base d'une grille nationale de référence, cette attestation mentionne, pour chaque élément constitutif du parcours de formation correspondant à des acquisitions attestées de connaissances et d'aptitudes, une valeur définie de crédits européens, dans la limite de 60 crédits pour la première année d'études et de 120 crédits, pour le parcours complet en classe préparatoire.

Afin d'aider les élèves à faire valoir leurs points, dans une optique de passage vers des structures universitaires plus spécialisées que les CPGE, des mentions par discipline sont délivrées selon une échelle de A à F. La lettre F indique la non-attribution des crédits et en conséquence, la non-validation globale de l'année.

## Article 4 :

Les élèves sont inscrits dans une formation proposées par l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant conclu une convention avec le lycée. Cette inscription emporte des droits d'inscription prévus à l'article L719-9 du code de l'éducation.

Les universités prévoient une dispense partielle d'assiduité pour les élèves qui suivent des enseignements en classes préparatoires aux grandes écoles.

## Article 5 :

L'attestation descriptive du parcours de formation suivi doit être délivrée à tout élève, à l'issue de chaque année de formation en classe préparatoire, ou le cas échéant, après un seul semestre de formation.

Les modalités de validation et de reconnaissance des crédits par les universités d'accueil s'opèrent selon les règles suivantes :

- L'entrée par concours dans un établissement figurant sur une liste fixée par arrêté emporte ainsi la validation par l'établissement des 60 crédits européens, lorsque le concours a lieu à l'issue de la première année et de 120 crédits lorsqu'il a lieu à l'issue d'un parcours complet
- L'autorisation de poursuites d'études en 2<sup>ème</sup> année de classe préparatoire emporte la validation par l'université d'accueil de 60 crédits européens
- La validation de la 2<sup>ème</sup> année de classe emporte la validation par l'université d'accueil de 120 crédits.
- Les autres situations doivent être examinées individuellement par une commission mixte associant des représentants des lycées concernés (le chef d'établissement ou son adjoint en charge des classes préparatoires) et de l'université d'accueil (enseignants, enseignants-chercheurs, responsables de commissions d'admission dans les diplômes concernés) sous la présidence d'un enseignant chercheur désigné par le président de l'université.  
Cette commission mixte statue sur le niveau de reconnaissance des crédits mentionnés dans l'attestation descriptive prévue à l'article 3 dans le cadre d'un cursus universitaire conduisant au grade de licence. Elle se réunit une fois par an, en fin d'année scolaire.

#### Article 6 :

Le niveau de poursuites d'études en licence, la validation des crédits délivrés par l'établissement support de CPGE relèvent de la compétence de l'établissement supérieur d'accueil, selon un principe de cohérence entre le parcours d'origine et le parcours d'accueil.

La convention d'application pourra préciser si l'université souhaite associer, à titre consultatif, des représentants des lycées disposant de CPGE, à la commission pédagogique de l'établissement.

#### Article 7 :

Un comité de suivi, composé de chefs d'établissement des lycées de CPGE, des vice-présidents du conseil des études et de la vie universitaire de chaque université et du chef de service académique d'information et d'orientation, se réunit chaque année afin d'établir un bilan de la mise en œuvre de cette convention cadre. Ce bilan sera présenté à la commission de coordination académique des formations post-baccalauréat par Madame la rectrice.

#### Article 8 :

La présente convention prend effet à compter de la rentrée scolaire 2016. Elle est valable pendant la durée du contrat de site de 2016 à 2020 et pourra être renouvelée

par décision expresse pour la même durée. Cette convention sera portée à la connaissance des élèves.

Article 9 :

Cette convention concerne les lycées privés sous contrat d'association, disposant de classes préparatoires aux grandes écoles de l'académie de Lyon ainsi que les universités Claude Bernard Lyon 1, Lumière Lyon 2, Jean Moulin Lyon 3 et Jean Monnet de Saint-Etienne.

A Lyon, le

La rectrice de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, rectrice de l'académie de Lyon, Chancelière des universités,

Françoise MOULIN CIVIL

Le président de l'université Claude Bernard Lyon I,  
Frédéric FLEURY

La présidente de l'université Lumière Lyon II,  
Nathalie DOMPNIER

Le président de l'université Jean Moulin Lyon III,  
Jacques COMBY

La présidente de l'université Jean Monnet de Saint-Etienne,  
Michèle COTTIER

Le Comité Académique de l'Enseignement catholique (CAEC de LYON, siège de la convention représenté par son Président,  
Gilles de BAILLIENCOURT

Le Réseau National Supérieur de l'enseignement catholique (RENASUP), organisme officiel de l'Enseignement Catholique en charge des CPGE et représentant, de ce fait, les lycées privés sous contrat, supports des classes préparatoires aux grandes écoles de l'académie de Lyon  
Yves RUELLAN